

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 8 au 13 mai 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....	2
Fait marquant : la Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5,25%.....	2
En bref	2
Actualités macroéconomiques.....	3
CONJONCTURE	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	3
Actualités commerce & investissement	4
COMMERCE.....	4
ATTRACTIVITE ET INVESTISSEMENT	4
SANCTIONS.....	4
Actualités financières.....	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5

Le chiffre de la semaine

La croissance trimestrielle du PIB britannique s'est établie à +0,6% au premier trimestre de 2024, selon les premières estimations de l'[ONS](#). Après deux trimestres consécutifs de récession (-0,1% au T3 et -0,3% au T4 de 2023), l'économie britannique retrouve un rythme de croissance plus soutenu que celui attendu par le consensus (+0,4%). Il s'agit du taux de croissance trimestriel le plus élevé depuis le dernier trimestre de 2021. L'économie britannique se situe désormais 1,7 pt au-dessus de son niveau pré-COVID (Q4 2019).

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,6%

Fait marquant : la Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5,25%

Le 9 mai dernier, le taux directeur de la Banque d'Angleterre a été [maintenu](#) à 5,25% pour la sixième fois consécutive. Le Comité de politique monétaire (CPM) demeure attentif aux très prochaines publications statistiques, notamment de l'inflation et de l'emploi, pour ajuster en conséquence sa politique monétaire.

Alors que l'inflation continue de diminuer et que certaines tensions semblent progressivement se dissiper, le CPM affiche une certaine prudence face aux risques de persistance de l'inflation et aux effets macroéconomiques retardés de sa politique. La décision du CPM a été prise en considérant les éléments suivants. D'abord, l'économie britannique retrouve une trajectoire de faible croissance, après la récession technique du second semestre de 2023. Ensuite, le marché du travail continue de se relâcher mais les tensions restent à un niveau élevé, notamment caractérisés par une forte croissance des salaires. Enfin, l'inflation poursuit sa trajectoire décroissante sous l'effet de la baisse des prix de l'alimentation et des biens, même si l'inflation des services demeure rigide. Ainsi, sept membres du CPM ont voté pour un maintien du taux à 5,25%, tandis que les deux restants ont voté pour une baisse de 25 pb. La potentialité d'une première baisse à l'été s'est renforcée selon les marchés.

La Banque d'Angleterre prévoit un retour de l'inflation à sa cible de 2% au second semestre, avant une hausse à 2,5% au dernier trimestre 2024 du fait de la disparition des effets de base liés aux prix de l'énergie.

En bref

Le secrétaire d'État pour le commerce, Greg Hands, s'est entretenu avec [ses homologues du](#) Conseil de coopération du Golfe.

La [campagne](#) 2024 permettant aux entreprises de soumettre des propositions de suspension pour les droits de douanes autonomes est ouverte jusqu'au 3 juillet 2024.

L'agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son concours à l'armateur britannique Trimline afin d'accompagner la croissance internationale de ses activités de rénovation des navires de croisière.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les chiffres de la croissance britannique témoignent d'une reprise encourageante en ce début d'année 2024. La croissance trimestrielle s'est établie à 0,6% au premier trimestre 2024, au-dessus du consensus (0,4%), alors que la croissance mensuelle a atteint 0,4% en mars. En glissement annuel, le PIB britannique se situe 0,2% au-dessus de sa valeur du premier trimestre 2023. La croissance trimestrielle est surtout portée par les services (+0,58 pt), le secteur ayant connu une expansion de 0,7% sur le trimestre. Le secteur industriel a également cru (+0,8%), porté par l'industrie manufacturière (+1,4%), mais sa contribution à la croissance est plus modeste (+0,10 pt). En revanche, le secteur de la construction s'est contracté (-0,9%), mais son faible poids dans le PIB implique une contribution minimale à la croissance (-0,06 pt). Du point de vue des dépenses, la croissance trimestrielle a surtout été tirée par le commerce extérieur (+0,4pt) et l'investissement (+0,3pt). Dans une moindre mesure, la consommation privée (+0,1pt) et publique (+0,1pt) ont joué positivement sur la croissance, tandis que la variation des stocks a pesé négativement (-0,3pt).

Le PIB par tête croît pour la première fois après sept trimestres consécutifs sans évolution positive. Avec un taux de croissance de 0,4% au premier trimestre de 2024, le PIB par tête croît enfin après presque deux ans de baisse. Pour autant, en glissement annuel, le PIB par tête est 0,7% en dessous de sa valeur au premier trimestre de 2023.

L'acquis de croissance du PIB pour l'année 2024 se rapproche déjà des prévisions de l'OCDE ou du FMI, selon l'ONS. L'acquis de croissance atteint 0,3% à l'issue du premier trimestre 2024, déjà proche des prévisions de l'OCDE (0,4%) et du FMI (0,5%) pour l'année 2024. L'acquis de croissance correspond au taux de croissance annuel du PIB si la croissance trimestrielle pour les trimestres restants demeurerait nulle.

Politique monétaire

L'enquête du panel des décideurs de la Banque d'Angleterre d'avril révèle de moindres anticipations d'inflation et un relâchement du marché du travail. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la production (IPP) sont tombées à 4,0 % sur le trimestre glissant jusqu'à avril (contre 4,1 % en mars). Partant d'un IPP en hausse de 5,2 % en avril, les entreprises s'attendent donc à une chute de 1,2 pp au cours des douze prochains mois. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an sont tombées à 2,9 % sur le trimestre glissant jusqu'à avril (contre 3,2 % en mars). Les anticipations de l'IPC à trois ans sont restées inchangées, à 2,7 %. S'agissant du marché du travail, les entreprises déclarent une hausse annuelle de l'emploi de 1,7 % sur le trimestre glissant jusqu'à avril (contre 2,0 % en mars). La croissance des salaires attendue pour l'année à venir est tombée à 4,8 % (contre 5,0% en mars); puisqu'elle s'élève actuellement à 6,2 %, les entreprises s'attendent à une croissance des salaires moindre de 1,4 pp au cours des douze prochains mois. Enfin, le taux d'intérêt moyen payé sur les emprunts des entreprises a diminué de 0,1 pp par rapport à mars, pour atteindre 7,0 % en avril. Les entreprises s'attendent à ce que ce taux diminue jusqu'à 6,0 % dans un an.

Actualités commerce & investissement

Commerce

Le bureau britannique des statistiques (ONS) a publié les chiffres du commerce extérieur pour le premier trimestre 2024. Malgré une contraction des échanges de biens sur le trimestre, le déficit commercial (biens) du Royaume-Uni se redresse (-45,9Md£ contre -49 Md£ au trimestre précédent). En effet, la baisse des exportations (-2,5% par rapport au trimestre précédent), en particulier vers l'UE, est compensée par une contraction des importations globales (-3,8%). Le surplus de la balance des services enregistre une progression de +1,3Md£ par rapport au dernier trimestre 2023, et s'établit désormais à +38,1Md£. Cette amélioration est essentiellement portée par une hausse des exportations des services de transport et de voyage.

Attractivité et investissement

Le secteur technologique continue d'attirer les investissements étrangers au Royaume-Uni. Après la récente levée de fonds réalisée par la start-up Wayve, d'autres acteurs ont annoncé des investissements dans le secteur de la technologie. L'entreprise Siemens Healthineers a dévoilé un [investissement](#) à hauteur de 250M£ dans son nouveau site du nord de la région d'Oxford afin de développer des aimants innovants pour les scanners IRM. De plus, le [groupe](#) américain spécialiste de l'intelligence artificielle CoreWeave a inauguré ses bureaux européens à Londres et a fait part de son projet d'investir 1Md£, notamment dans de nouveaux datacenters.

Le vice Premier-ministre, compétent pour les décisions de contrôle des investissements, conditionne la création d'une joint-venture dans le secteur des télécommunications. Dans le cadre de la [fusion](#) entre Three UK et Vodafone Limited, les sociétés détentrices de ces opérateurs de télécommunications – respectivement le conglomérat hong-kongais CK Hutchison Holdings Limited et Vodafone International Operations Limited – ont proposé de créer une joint-venture. Les autorités britanniques ont [conditionné](#) cette opération à plusieurs conditions, en application du mécanisme de contrôle des investissements (NSIA, 2021), eu égard à l'importance de la protection des données et du réseau britannique ainsi qu'au rôle de fournisseur de services essentiels pour le gouvernement rempli par l'entreprise Vodafone. En conséquence, un comité de sécurité national devra être établi au sein de la joint-venture afin de superviser les activités sensibles de la société, notamment touchant à la cybersécurité ainsi qu'à la protection des sites et des personnels. De plus, la migration du réseau de la joint-venture devra être examinée par un auditeur externe.

Quatre entreprises britanniques ont annoncé des investissements en France à l'occasion du sommet [Choose France](#), qui s'est tenu le 13 mai. Dans le secteur de la santé, AstraZeneca a annoncé 365 M€ d'investissements pour étendre la production de son site de Dunkerque, et GSK 140 M€ pour moderniser trois sites de production. Dans le secteur financier, Blockchain.com a choisi Paris comme siège de son Lab de développement DeFi (finance décentralisée) et Revolut a annoncé plus de 100 M€ en France dans les deux prochaines années et le doublement de ses effectifs.

Sanctions

Le Royaume-Uni a accueilli la seconde édition du Dialogue stratégique sur les sanctions, initié avec les États-Unis dans le cadre de la Déclaration de l'Atlantique. Les [deux](#) délégations ont pu échanger sur l'utilisation ciblée et coordonnée des sanctions

et des mesures de contrôle des exportations pour dissuader les acteurs et activités malveillantes. Bien que les mesures à l'encontre de la Russie et du complexe industrialo-militaire russe aient été au cœur des discussions, les deux pays ont également réaffirmé leur attachement à lutter contre les activités de déstabilisation au Moyen-Orient.

Aux côtés des États-Unis et de l'Australie, le Royaume-Uni sanctionne un des chefs du groupe cybercriminel russe LockBit. Dmitry Khoroshev a été inscrit sur la liste des personnes désignées au titre du régime de sanctions de lutte contre la [cybercriminalité](#).

Actualités financières

Marchés financiers

Au cours du mois d'avril, les investisseurs britanniques ont [augmenté](#) leur détention de fonds d'investissement, d'après le *Fund Flow Index* du cabinet Calastone. Les fonds dédiés aux actions ont enregistré près de 2Md£ d'afflux contre 0,5Md£ pour les fonds obligataires. En ce qui concerne les fonds actions, il s'agit d'un record de flux entrants mensuels depuis l'existence de cette étude (9 ans). Cette tendance a notamment été nourrie par l'arrivée au terme de l'année budgétaire, qui pousse les investisseurs particuliers qui ne l'auraient pas épuisé, à bénéficier de l'abattement fiscal annuel de leur *Individual Savings Account* (ISA). L'intérêt des investisseurs a continué d'être porté par les fonds dédiés aux actions nord-américaines et européennes, au détriment de ceux dédiés aux pays émergents et au Royaume-Uni. Les fonds consacrées aux actions britanniques ont ainsi continué d'enregistrer des décollectes d'environ – 0,7Md£ sur le mois d'avril. Leur montant cumulé sur les 35 derniers mois s'établit à 21,3Md£.

Le projet du gouvernement de vendre sa participation dans la banque Natwest [se concrétise](#). D'après Bloomberg, l'Etat, qui est actuellement le plus important actionnaire de la banque avec près de 29% du capital (soit un peu plus de 8Md£) envisagerait de réduire sa participation à 10% avant la fin de l'année, et céder la totalité de ses parts d'ici 2026. Les titres détenus par l'Etat dans la Natwest seront placés auprès de particuliers et d'investisseurs institutionnels et une partie sera rachetée par la banque. Une campagne promotionnelle importante devrait avoir lieu, dans le but notamment de sensibiliser les investisseurs particuliers à la détention d'actions britanniques sur le long terme.

Réglementation financière

Les parlementaires s'inquiètent de la disponibilité du crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME). Dans un [rapport](#) publié cette semaine, le *Treasury Committee* de la Chambre des Communes s'est intéressé aux difficultés d'accès aux services bancaires que rencontrent les petites et moyennes entreprises britanniques, et propose des mesures garantissant davantage de transparence en cas de décision par une banque de fermer le compte d'une entreprise cliente. Dans son rapport, la Commission appelle également l'autorité de régulation prudentielle (PRA) à abandonner le projet d'augmenter les exigences de fonds propres pour les PME dans le cadre de la transposition de Bâle 3.1.

La Commission sur la régulation des services financiers (Chambre des Lords) lance une investigation sur le projet de règles baptisé « *name and shame* » proposées par l'autorité des marchés financiers (FCA). Dans une consultation lancée en février, la FCA a présenté son projet de rendre publics de manière plus fréquente et précoce les noms des entreprises sur lesquelles elle enquête. Cette consultation a été vivement critiquée par la place et le Chancelier J. Hunt, qui reproche à la FCA de ne pas respecter son second mandat de compétitivité et de croissance. L'enquête menée par cette Commission prend la forme d'un appel à témoignage de toute personne ou structure ayant une expertise ou expérience en la matière, ouvert jusqu'au 4 juin 2024. Des auditions seront annoncées le cas échéant.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr